

EN FINIR AVEC LES PATRONS



En couverture : Ouvrières d'une usine textile de Barcelone le 5 octobre 1936.

Source : auteur inconnu, cliché reproduit dans

Gràfica anarquista. Fotografia i revolució social (1936-1939), Barcelone, 2019.

Los Colectivizadores de Víctor Alba
est paru aux éditions Laertes, Barcelona, 2001.

ISBN : 978-2-490793-30-3

© Smolny, 2024 pour la traduction française.
43, rue de Bayard
31 000 TOULOUSE

Internet : www.smolny.fr
E-mail : contact@smolny.fr

VÍCTOR ALBA

En finir avec les patrons

Les collectivisations de 1936 en Espagne

*Traduit de l'espagnol
par Clément Magnier*

Préface d'Oscar Freán Hernández

*Édition établie par Charlotte Blanchard
& Sarah Blandinières*

SMOLNY
Toulouse, 2024

Ouvrage publié avec le soutien du Centre national du livre.

Toutes les notes de bas de page sont du traducteur ou de l'équipe éditoriale.

Les illustrations insérées dans cet ouvrage sont réputées être libres de droits, et sont pour la plupart sous licence *Creative Commons*. Droits réservés pour tous les clichés dont l'origine n'a pu être établie.

Édition préparée par Charlotte Blanchard, Sarah Blandinières, Ivan Jurkovic, Clément Magnier, Sébastien Plutniak & Éric Sevault.

Avant-propos du traducteur

Víctor Alba (1916-2003) était le pseudonyme d'un journaliste et militant marxiste catalan du nom de Pere Pagès. Issu d'un milieu aisé, il abandonna rapidement ses études de droit pour écrire dans la presse ouvrière. Militant dès l'âge de seize ans, il s'inscrivit au POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista) dès sa création en 1935. En 1936, il guida George Orwell à travers Barcelone insurgée, participa à la propagande et combattit durant la guerre civile. Incarcéré lors de la défaite républicaine, il passa six ans dans les geôles de Franco. À la Libération, il fut rédacteur à *Combat*, sous la direction d'Albert Camus, puis au *New Leader* à New York et au Mexique, où il réalisa la dernière interview de Victor Serge juste avant sa mort¹. Il écrivit notamment une uchronie imaginant que la guerre civile n'avait pas eu lieu, *Histoire de la Seconde République espagnole* (non traduite). Dans les années 1950 et 1960, il enseigna les sciences politiques aux États-Unis (Kansas et Ohio), puis revint s'installer en Espagne en 1970. Son *Histoire du POUM : le marxisme en Espagne* fut publiée en 1975 par Guy Debord et Gérard Lebovici chez Champ libre. Resté fidèle à ses idéaux jusqu'à sa mort, il avait évolué du marxisme-léninisme à un marxisme non dogmatique, qu'il considérait essentiellement, à l'instar de Maximilien Rubel, comme une méthode d'analyse de la réalité socio-historique de son temps.

1. On trouvera ce texte dans Víctor SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Laffont, collection Bouquins, 2001, p. 891.

Longtemps, historiens et militants patentés ont ignoré ou dénigré l'histoire écrite par les anarchistes, autant que l'expérience des collectivisations en Espagne. En France, du fait de la place prépondérante d'un marxisme officiel, réduit à quelques dogmes, édulcoré ou dénaturé par le PCF (Parti communiste français) de Georges Soria, Pierre Vilar ou Frédéric Rossif, ou officieux, celui des trotskistes ou de bordiguistes comme Henry Chazé, trop empreint encore alors des théories léninistes (*Chronique de la révolution espagnole*, recueil d'articles parus à l'époque dans *L'Internationale*²). La particularité du POUM, que les premiers ont si souvent assimilé au trotskisme, c'était d'avoir rompu en 1934 avec Trotski sur des questions stratégiques : le Vieux leur enjoignait d'entrer au syndicat UGT (Unión General de Trabajadores), organiquement lié au PSOE (Partido Socialista Obrero Español); ce à quoi les poumistes répondirent que le peuple étant organisé dans la CNT (Confederación Nacional del Trabajo), c'est à la CNT qu'ils se chargeraient de servir au mieux ses intérêts. Celle des seconds, par ignorance ou idéologie, fut d'exagérer le poids des révolutionnaires dans la société, ou le degré de conscience des membres des organisations révolutionnaires, et d'avoir considéré le gouvernement Largo Caballero comme un gouvernement bourgeois, car de Front populaire, suivant en cela également la position du vieux Léon.

Tôt ou tard, la cohabitation entre la CNT et le PCE (Partido Comunista Español) au sein de l'exécutif s'avérerait intenable; tôt ou tard, l'un des deux ennemis évincerait l'autre. Mais chez les marxistes comme chez les anarchistes, l'idée d'un « gouvernement », ou d'un Conseil, comme on disait alors, syndicaliste, c'est-à-dire regroupant la CNT et l'UGT, soit les deux organisations ouvrières de masse, qui regroupaient de 1,5 à 2 millions de travailleurs chacune (pour 25 millions d'habitants), vint trop tard, après l'éviction de Francisco Largo Caballero par les stalinien.

2. Henri CHAZÉ, *Chroniques de la révolution espagnole*, Paris, Spartacus, 1979.

Cette convergence doctrinale et stratégique entre libertaires et marxistes, dans le contexte d'une situation révolutionnaire, d'un coup d'État militaire qui déclenche une révolution, n'est à nos yeux pas un hasard. Elle a d'ailleurs été perçue par des penseurs comme Maximilien Rubel et Cornelius Castoriadis, lorsqu'il parle de « l'utopie anarcho-marxiste » (dans *Les Carrefours du labyrinthe*³). La forme des conseils d'usine ou de villages, qui préside à l'organisation et à la gestion des entreprises, des terres ou des services collectivisés, est bien celle des soviets de 1905, qui repose sur la discussion, la délibération et la prise de décisions de tous les travailleurs dans l'intérêt commun, au moyen du consensus. Cette convergence se traduira par l'unification des Jeunesses libertaires (CNT-FAI) et des Jeunesses communistes ibériques (JCI) du POUM, en février 1937.

Ce livre n'est pas un ouvrage de plus au sujet de la part constructive de la révolution espagnole : son originalité majeure vient du fait que les collectivités y sont analysées par un témoin des événements qui n'est pas anarchiste — à la différence des « classiques » écrits, à l'époque par le militant français Gaston Leval⁴ ou plus récemment par Frank Mintz⁵. Les militants du POUM n'étaient pas initialement partisans de la collectivisation, solution trop limitée à leurs yeux ; leur position, qualifiée d'intermédiaire, est développée à la page 156. Ainsi, et sans doute aussi du fait de son âge, Alba est plus attentif à la véracité des faits qu'à la force de ses désirs, et son point de vue est plus nuancé quant aux possibilités révolutionnaires réelles de cet épisode crucial de la lutte des classes européenne. Ensuite, l'intérêt de ce livre réside dans le fait que les collectivités sont décrites et relatées par leurs protagonistes eux-mêmes et ce, de façon à la fois très pragmatique et très incarnée, à mille lieues des prosopopées et de l'histoire statistique en vogue à l'heure actuelle. L'un de ces précieux

3. Cornelius CASTORIADIS, *Carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil-Points, 2017.

4. Gaston LEVAL, *Espagne libertaire 36-39*, Paris, Éditions du Cercle, 1971.

5. Frank MINTZ, *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire*, Paris, Béliabaste, 1970.

témoignages rapporte les expériences menées en Castille, peu connues à la différence de celles de Catalogne ou d'Aragon, et sur lesquelles il existe moins de sources, a fortiori en français. Enfin, l'ouvrage d'Alba offre un large panorama fondé sur une approche matérialiste à forte teneur économique, et une analyse des conditions très prosaïques de leur naissance, très mesurée de leurs réussites et très documentée de leurs limites ou de leurs échecs.

Toutefois, les entretiens, cette histoire orale matrice de l'ouvrage, n'occupent qu'environ un tiers du livre; la plus longue partie est une introduction constituée du récit des événements et de l'interprétation qu'en donne Alba en l'an 2000, avec le recul propice à une vision équilibrée des faits. On est bien loin du pamphlet de Carlos Semprún Maura⁶, et plus près des rares publications contemporaines des événements⁷. Ce recueil de textes et de documents, quoiqu'il ait eu alors une visée de propagande, repose aussi sur des témoignages directs d'acteurs des événements et s'appuie sur une étude poussée des collectivisations à partir de données factuelles et chiffrées, mais limitée à la seule région catalane.

Alba pose trois questions essentielles auxquelles il tente de répondre en mêlant souvenirs personnels, travail d'archives et études plus académiques : pourquoi les collectivités ont-elles vu le jour en Espagne et pas ailleurs et leur création fut-elle spontanée ? Comment auraient-elles pu perdurer, c'est-à-dire pouvaient-elles se coordonner et donc s'institutionnaliser, sans se bureaucratiser ? Ces questions sont les plus pertinentes qui puissent se poser quant à ces événements dont la portée n'a pas eu d'égale depuis dans l'histoire. Surtout, elles amènent la question toujours actuelle : que font les masses, qui

6. Carlos SEMPRÚN MAURA, *Révolution et contre-révolution en Catalogne : socialistes, communistes, syndicalistes et anarchistes contre les collectivisations* (1974), Paris, Les Nuits rouges, 2002.

7. *Collectivisations : l'œuvre constructive de la révolution espagnole* (1937), Paris, Le Coquelicot, 2006.

ne sont pas nécessairement révolutionnaires, à un moment qui les pousse à le devenir ?

À partir de ces questions, Alba retrace la généalogie du mouvement libertaire, cette voie singulière choisie par le mouvement ouvrier espagnol, dans une société où l'État est structurellement faible, où la bourgeoisie industrielle reste dominée par l'aristocratie foncière et la bourgeoisie financière sous le joug de bourgeoisies étrangères. Ce terreau, lourd d'événements révolutionnaires, fut longuement labouré par les modestes militants de base dont Alba dresse ici le portrait à travers des entretiens à tendance autobiographique recueillis en 1968, alors que l'autogestion, de néologisme, devenait un mot d'ordre séduisant au-delà des traditionnels cercles militants, hors et dans certains syndicats européens, à l'est comme à l'ouest du rideau de fer. Il explique clairement la différence entre collectivisation et socialisation, souvent confondues par les historiens patentés ou les militants actuels : la première n'étant qu'une étape, car elle visait toujours le rendement et n'abolissait pas la propriété ; la seconde formant l'horizon « traditionnel » du mouvement ouvrier.

Par ailleurs, Alba parcourt, du point de vue des militants révolutionnaires de l'époque, et en reprenant leur langage, l'histoire politique et institutionnelle de la Seconde République, si mal connue en France qu'elle est souvent résumée à l'affrontement fratricide qui se conclut par sa disparition. Il détaille les positions des diverses organisations en présence, narre en détail les manœuvres de Juan Negrín et des stalinien qui menèrent au démantèlement des collectivités, les raisons d'État et les intérêts géopolitiques à ne pas laisser à l'autogestion une chance de réussir. Alba réussit le tour de force de restituer, dans la perspective de l'époque, l'espoir collectif et raconte dans les détails comment cet espoir fut assassiné par une poignée d'experts en économie et de bureaucrates, dont on n'était pas parvenu à se débarrasser.

Alba fait une lecture à la fois critique et engagée de cette expérience, de l'extérieur et de l'intérieur, politique et par en bas. Il retranscrit avec minutie les difficultés et les choix

se posant, ou s'imposant aux ouvriers, sans rien en occulter. Il fait une tentative d'histoire totale au sens où il exploite des archives historiques, des données économiques et des concepts de sociologie politique pour dresser la fresque passionnante de, comme il le dit, « la seule révolution ouvrière de l'histoire ».

Préface.

De la république à la révolution

Depuis plusieurs décennies, l'histoire de l'anarchisme espagnol suscite un grand intérêt en France, tant dans la sphère militante que dans la sphère académique. Cet intérêt n'est pas exclusif à ce côté des Pyrénées, puisque l'expérience libertaire espagnole a également suscité une attention considérable dans d'autres pays du monde. Le présent ouvrage de Víctor Alba traite précisément de l'un des aspects de la trajectoire de l'anarchisme qui a eu le plus de retentissements au niveau international : celui des collectivisations mises en œuvre lors de la « révolution espagnole » de 1936. La révolution espagnole a eu lieu dans le contexte de la guerre civile qui a débuté en juillet 1936. Il s'agit d'une révolution complexe à laquelle ont participé des militants de différentes forces politiques, et dont le mouvement anarchiste, particulièrement fort en Espagne dans les années 1930, a ensuite vanté les conquêtes.

Pour comprendre comment cette révolution s'est produite, il faut remonter dans le temps, plus précisément à la fin du XIX^e siècle, lorsque le courant libertaire du mouvement ouvrier a commencé à se consolider en Espagne. Ce courant tend à s'organiser en groupes anarchistes et en associations de travailleurs. Les groupes anarchistes — généralement composés d'une dizaine de membres — comprenaient des militants qui propageaient les idées libertaires. De nombreuses associations de travailleurs ont également intégré les prin-

cipes de l'anarchisme, créant ainsi un courant libertaire au sein du mouvement ouvrier, en concurrence avec le courant socialiste marxiste. L'ouvriérisme libertaire fonctionnait principalement au niveau local, dans les différentes villes du pays où il était implanté. Mais cette implantation locale n'était pas suffisante et, à plusieurs reprises, les militants ont tenté d'organiser une structure nationale. Cependant, il n'a pas été facile de concrétiser ces tentatives. Les socialistes marxistes, quant à eux, parviennent à se structurer, en formant l'Union générale de travailleurs (UGT) en 1888. Après plusieurs projets infructueux, l'ouvriérisme libertaire arrive finalement à organiser la Confédération nationale du travail (CNT) en 1910, un syndicat qui connaîtra une trajectoire intense au cours des décennies suivantes. Malgré les difficultés initiales, la CNT s'est consolidée et, à la fin de la décennie, elle a tenu son deuxième congrès, au cours duquel plus de 800 000 travailleurs étaient représentés.

L'évolution de la CNT, ainsi que son action syndicale, a été marquée par l'évolution politique et sociale de l'Espagne. Dans cette évolution, il faut souligner la période des années 1930 — pendant la Seconde République — où l'Espagne s'est trouvée dans un contexte de libertés et de progrès sans précédent dans l'histoire du pays. La proclamation de la Seconde République au printemps 1931 a ouvert un scénario politique et social particulièrement intéressant dans l'histoire de l'Espagne, surtout pour les classes moyennes et populaires. Cette république est le résultat de diverses circonstances, dont la crise de la dictature militaire précédente des années 1920 et la perte de prestige du roi Alphonse XIII, qui avait soutenu cette dictature. À cela s'ajoute, dans un autre sens, l'organisation d'un gouvernement alternatif réformateur en faveur de la république. Cette alternative réussit à rassembler des républicains progressistes de différents partis, des socialistes du PSOE, des républicains autonomistes catalans et galiciens, des conservateurs et même des monarchistes désenchantés par Alphonse XIII. Les anarchistes ne faisaient pas partie de ce large collectif prorépublicain, mais ils soutenaient de

fait cette opposition antimonarchiste. Le 14 avril 1931, la république est proclamée dans le calme et la sérénité; les militaires abandonnent le pouvoir, le roi s'exile et une période de démocratie et de liberté sans précédent dans l'histoire de l'Espagne s'ouvre. L'Espagne est en fête, une fête républicaine, et le peuple place d'immenses espoirs dans ce changement de régime.

La Seconde République a sans aucun doute été l'expérience démocratique la plus ambitieuse de l'histoire espagnole. La constitution républicaine adoptée en 1931 est l'une des plus avancées de l'époque. Elle définit l'Espagne comme une « république démocratique des travailleurs » et fait de la démocratie, de la liberté et de la justice les valeurs fondamentales du nouveau régime. Elle reconnaît les libertés individuelles et collectives, établit la séparation de l'Église et de l'État et reconnaît la possibilité d'une autonomie politique pour les régions. Entre autres mesures, elle accorde aussi l'égalité entre les hommes et les femmes, le divorce et le droit de vote des femmes.

Dans ce contexte favorable, les anarchistes ont profité du rétablissement des libertés pour restructurer l'ensemble du mouvement libertaire. Ainsi, les syndicats ont repris une forte activité et la CNT a réorganisé sa base militante et ses effectifs. En dehors de l'organisation syndicale, de nombreux groupes anarchistes ont été créés ou réorganisés, dont certains feront partie de la FAI. Dans le domaine de la propagande, les anarchistes disposaient également d'un grand nombre de journaux, de revues et d'éditeurs de livres et de brochures. Dans le domaine de la culture et des loisirs, le mouvement libertaire promouvait également de nombreuses initiatives : écoles rationalistes, centres culturels (*ateneos*¹), associations de quartier, etc. Un vaste réseau associatif et militant s'est

1. Les *ateneos libertarios* sont des lieux d'éducation populaire à destination des ouvrières et des ouvriers, offrant cours du soir, bibliothèques, troupes et pièces de théâtre, excursions pour les familles. Impulsés par le mouvement anarchiste, autogestionnaire, ils sont portés par la CNT à ce moment-là en Espagne.

ainsi constitué dans les différents lieux de vie des classes populaires.

Dès la proclamation de la République, le nouveau gouvernement a promu une politique réformiste ambitieuse visant à la modernisation politique, économique et sociale de l'Espagne². Parmi les initiatives mises en œuvre figurent la réforme agraire, la réforme du travail, la réforme de l'éducation, la réforme de l'armée, la laïcisation de l'État et la décentralisation territoriale. Certaines de ces réformes étaient particulièrement complexes car elles limitaient le pouvoir d'institutions très influentes telles que l'Église et l'Armée. Les réformes à caractère plus social — réforme agraire et réforme du travail — ont été marquées par la modération, bien que leur mise en œuvre ait envisagé un changement substantiel dans les relations de pouvoir entre les travailleurs et les propriétaires terriens et les employeurs.

Tant la constitution de 1931 que les réformes ne sont pas le fruit d'un consensus entre l'ensemble des forces politiques. Il s'agissait de mesures de gauche visant à une transformation profonde du pays. Cependant, les partis de droite ont ouvertement critiqué et combattu ces mesures politiques prises par les progressistes. Cette contestation touche non seulement les partis politiques conservateurs, mais aussi des institutions et des groupes sociaux particulièrement forts et puissants : la majorité de l'Église catholique et de l'armée, la bourgeoisie et les grands propriétaires terriens. Les réformes constituaient un progrès évident pour les classes populaires, mais les anarchistes considéraient qu'elles étaient insuffisantes et qu'il fallait aller plus loin. Pour eux, l'objectif final était l'établissement d'une société plus égalitaire grâce à la révolution.

2. La Seconde République espagnole était réformiste et ses projets étaient ambitieux compte tenu de la situation de l'Espagne dans les années précédentes. Il est vrai que le développement de certaines de ces réformes, ou de leurs projets finaux, a parfois été limité ; cela ne signifie pas que les changements envisagés n'étaient pas profonds par rapport à la situation du pays au cours des décennies, voire des siècles précédents.

1. La première révolution ouvrière

L'obsession de la panacée

Chaque époque a ses panacées. On considère généralement comme telles des solutions possibles à des problèmes précis, solutions perçues comme particulièrement séduisantes par les contemporains et qui, présentées comme un remède universel, gagnent en pouvoir de fascination ce qu'elles perdent en efficacité potentielle. Les panacées perdurent aussi longtemps que les conditions et la mentalité qui les firent considérer comme des solutions universelles, alors qu'elles n'étaient en mesure de régler que des problèmes spécifiques. Ensuite, face à des situations nouvelles, d'autres remèdes apparaissent qui se substituent à elles.

Il fut un temps où le suffrage universel semblait être une panacée. De nombreuses féministes pensaient que le droit de vote des femmes résoudrait leurs problèmes. Il y eut une époque où ce remède était le salut éternel, et une autre où le développement économique infini dans le cadre d'un marché libre était présenté comme tel. La civilisation blanche ou occidentale s'offrit en idéal pour tous les peuples de la Terre. Le progrès technique apparut comme celui des XVIII^e et XIX^e siècles. Dans certains milieux et à certaines époques, le remède fut la socialisation de la propriété tout comme, dans d'autres milieux et à d'autres époques, ce fut l'extension au monde entier de l'initiative privée et de la libre entreprise, sans aucune sorte de contrôle. En politique, et particulière-

ment dans le mouvement ouvrier, on présente l'unité à tout prix comme une panacée, suivant le truc que « l'union fait la force », ce qui conduit souvent à oublier de se demander ce que l'on ferait de cette force. Il existe des nations sans État où l'indépendance s'appuyant sur un État, ou dans certain cas, la simple autonomie, est considérée comme une panacée.

Pour beaucoup, le marxisme fut la panacée. Mais la révolution russe, puis les révolutions chinoise, cubaine et autres — si tant est qu'on puisse les appeler des révolutions — firent s'envoler les illusions à ce sujet, et le marxisme apparut pour ce qu'il était à l'origine : une méthode d'analyse de la réalité socio-économique. Pour les anarchistes, l'abolition de l'autorité en était une, jusqu'au moment où ils durent affronter les problèmes pratiques quotidiens du pouvoir, durant la guerre civile espagnole.

Nombre de ces panacées auraient pu servir d'outils pour résoudre certains problèmes. Par exemple, dans les pays sous-développés, la nationalisation était une bonne méthode pour rendre à la nation certaines industries ou ressources stratégiques qui étaient entre les mains de capitalistes étrangers, dans un contexte d'ascension de la bourgeoisie locale. Présentée comme une panacée, elle perdit toute son efficacité et devint un moyen pour l'État de contrôler les travailleurs et de faire payer à l'ensemble de la population l'aide étatique octroyée à la bourgeoisie locale.

Quand une solution possible, de moyen, se transforme en fin — c'est-à-dire en panacée —, ce qu'elle aurait pu apporter se perd dans ce processus de glorification (ou même, de sacralisation) qui détermine inmanquablement son échec. Ceci pour la simple raison qu'on en attend ce qu'elle n'a jamais pu donner, et que rien ne peut fournir : une solution universelle.

Parfois, elle prend un visage géographique, elle s'identifie à un pays : la France de la Révolution, la Russie de 1917 ; puis, aussi incroyable que cela puisse paraître, l'Argentine de Juan Perón, la Cuba de Fidel Castro, la Chine de Mao, le Chili de Salvador Allende et même — pour d'autres —, le Chili de Augusto Pinochet et l'Espagne de Francisco Franco.

Les tentatives — ou qui se présentaient comme telles — pour résoudre des problèmes locaux se transformèrent en modèles, ce qui rendit impossible de les analyser et d'en tirer les leçons. Ainsi, la panacée condamna les peuples à répéter sans cesse les mêmes erreurs, parce qu'elles étaient présentées comme des remèdes universels.

Mais les faits — qui sont « têtus », comme disait Lénine — s'imposèrent et il apparut que l'expérience était loin de fournir une solution universelle, y compris locale. Entre-temps, les efforts pour trouver de nouvelles voies s'en étaient trouvés stérilisés : pourquoi chercher une nouvelle voie, puisque la Russie, la Chine, Cuba ou l'Angola en indiquaient déjà une ? La généralisation de ces panacées successives fut à la fois l'effet et la cause de la pauvreté théorique actuelle du mouvement ouvrier dans toutes ses tendances, et, plus encore, de la moindre tentative non conformiste.

Une expérience unique

Cependant, il existe une expérience — unique jusqu'à présent — qui a échappé à cette perversion depuis des décennies. Je fais référence, comme je l'ai déjà dit, aux collectivisations qui eurent lieu en 1936, au début de la guerre civile espagnole.

Pendant des lustres, elles furent vues telles qu'elles avaient été : un nouveau système de propriété (et de propriété privée sous une forme renouvelée) des moyens de production. La question de l'efficacité ou de l'inefficacité de ce système fut débattue, mais sans sortir du terrain de la réalité. Néanmoins, dans les années 1960 et 1970, sembla se déchaîner une fureur cérébrale qui menaça d'anéantir le réalisme des commentaires à propos des collectivisations et qui aurait bien pu les transformer en une nouvelle panacée. Ces dernières années, cette frénésie semble s'être dissipée.

Il arrive parfois que lorsqu'une expérience passe du statut de solution possible à un problème à celui de remède universel, elle y perde son nom. C'est pour cette raison que dans les années 1960 et 1970, on ne parlait plus de collectivisations

mais d'autogestion. Ce nom apparut dans le milieu syndical catholique français, qui voulait s'émanciper de la tutelle ecclésiastique et se donna avec l'autogestion une nouvelle image. De France le mot passa dans d'autres pays et revint en Espagne, où avait eu lieu la première expérience d'autogestion à grande échelle, bien que sous un autre nom.

De cette manière, l'expérience espagnole courut le risque de se voir dénaturée, plongée dans la rhétorique autogestionnaire qui incluait à la fois, semble-t-il, le truc titiste de donner aux ouvriers l'illusion de commander dans leurs usines, les méthodes ouest-allemandes de participation quasi symbolique des ouvriers à la gestion des entreprises, les vieilles traditions coopérativistes et les communes temporaires des hippies.

Le terme de collectivisation est mieux défini, plus précis et, par conséquent, moins susceptible d'être manipulé et déformé. Ce livre traitera des collectivisations espagnoles de 1936, dans l'espoir que cette expérience puisse être utilisée dans toute proposition visant à redéfinir les concepts de travail et de propriété. Le fait qu'aujourd'hui nous n'arrivions pas à appréhender ces propositions ne signifie pas qu'elles ne puissent pas advenir demain.

Le lecteur dira que j'exagère si j'affirme que la révolution espagnole de 1936, avec toutes les limites imposées par le fait qu'elle eut lieu dans une partie d'un pays de troisième ordre et qu'elle dura à peine quelques mois, fut la seule révolution ouvrière que l'histoire ait connue. Mais si vous réfléchissez avec la volonté de vous détacher des clichés habituels, vous verrez que ni avant ni après, il n'y eut aucune autre révolution ouvrière.

La Commune de Paris en 1871, longtemps présentée comme un modèle d'insurrection prolétarienne, fut en réalité un mélange de patriotisme petit-bourgeois, du non-conformisme de certains intellectuels et de protestation sociale d'un prolétariat parisien coutumier des barricades. La Commune n'adopta aucune mesure de changement social qui puisse être considérée comme révolutionnaire.

Index des noms de personnes

A

ABAD DE SANTILLÁN Diego :
84, 116, 253 n., 304, 328,

334

ABRIL NAVARRO Olalla : 292

AGUILERA (docteur) : 270

ALAIZ Felipe : 261

ALCALÁ Zamora Niceto : 49,
69, 328, 332

ALCÓN SELMA Marcos : 310

ALLENDE Salvador : 40, 44

ALMENDROS Herminio : 267

ALPHONSE XIII : 14

AMICHATIS (Amic y Bert,
Josep dit) : 318

ARIAS VELASCO José : 168

ASCASO Francisco : 19, 25,
251, 251 n., 328, 329

AZAÑA Manuel : 34, 49, 70,
73, 85, 154, 168, 328, 334

B

BALCELLS Albert : 144, 173,
176, 177 n., 186

BAREA Arturo : 183, 183 n.,
321

BARRERA Martí : 182

BATISTA Fulgencio : 44

BAVIERA José Luis : 320

BENAVENTE Jacinto : 320,
320 n.

BENAVIDES Manuel D. : 174,
174 n.

BERENGUER Y FUSTÉ

Dámaso : 50 n., 262, 262 n.

BERTON Germaine : 251 n.

BESTEIRO Julián : 48

BLANCO Antonio : 292, 306,
309

BLUM Léon : 51, 135, 155

BONAPARTE Napoléon : 46

BRAVO Federico : 228

BREJNEV Leonid : 47

C

CALLEJAS Liberto : 317

CALVO SOTELO José : 71

CAMBÓ Francesco : 34, 95 n.,
196, 205, 328

CÁRDENAS Lázaro : 135

CARRASQUER Félix : 261 n.,
276 n., 325, 329, 334

CASARES QUIROGA Santiago :
73

CASIANO : 228

CASTELAR Emilio : 85 n.

CASTILLO José del : 71

CASTORIADIS Cornelius : 9,
9 n.

CASTRO Fidel : 40, 52

CÉSAR Jules : 104 n., 115, 327

CHAZÉ Henri : 8, 8 n., 326

CLAVÉ Anselm : 61

COMORERA Juan : 172, 179,
188, 329

COMPANYS Lluís : 73, 85, 140,
142, 175, 186, 306, 329,

334

CORDERO PÉREZ Manuel :
181

COSTA Joaquín : 65, 65 n., 286,
292, 326

CROMWELL Oliver : 60, 76

CUADRADO Antonio : 309

D

DEBORD Guy : 7

DELICADO Manuel : 172

DÍAZ José : 62 n., 172, 188, 326

DREYFUS Alfred : 312

DUBČEK Alexander : 205

DURRUTI Buenaventura : 19,
25, 251 n., 265 n., 325, 329

E

ESPINAR Miguel : 314

F

FARRÉ Juan : 247

FAURE Sébastien : 251

FERNÁNDEZ FLÓREZ

Wenceslao : 71

FERRER Y GUARDIA

Francisco : 61, 227

FIGUEROA Y TORRES Álvaro :
294, 295, 299, 329

FORD Gerald : 47

FRANCO Francisco : 7, 26, 32,
40, 47, 59, 78, 84, 135, 163,
167, 174 n., 193, 225, 245,
275 n., 321, 328-331

FREINET Célestin : 267, 273,
276

G

GALÁN Fermín : 262, 262 n.

GARCÍA OLIVER Juan : 19,
25-27, 141 n., 240, 251 n.,
329, 330, 334

GERÖ Ernő (dit Pedro) : 86,
180

GIL ROBLES José María : 69,
72, 75, 96, 121, 330

GIRAL José : 73, 181 n.

GÓMEZ ABRIL Jerónimo :
299 n., 300

GÓMEZ ARCAS Jerónimo : 292

GÓMEZ FERNÁNDEZ
Francisco : 292

GONZÁLEZ MARÍN Manuel :
296

GUEVARA Ernesto (dit Che) :
131

H

HERNÁNDEZ Jesús : 29, 172,
173, 173 n., 322, 323

HITLER Adolf : 78, 166, 167,
198

I

IBÁRRURI Dolores (dite
Pasionaria) : 173

ITURBE Lola : 330

J

JOVER Gregorio : 24, 251 n.

L**LARGO CABALLERO**

Francisco : 8, 25, 27, 48,
50 n., 65, 74, 140, 141,
152 n., 155, 161, 166, 169,
173, 175-177, 181 n., 186,
244, 297, 330-332, **334**

LAYRET Francisco : 96

LEBOVICI Gérard : 7

LÉNINE : 41, 47, 50, 64, 133,
167, 330

LERROUX Alejandro : 69, 75,
85, 96, 121, 330

LEVAL Gaston : 9, 9 n., 322

LÍSTER Enrique : 177, 185,
284, 331

LLOPIS Rodolfo : 155, 231 n.

LOGUE John : 208

LÓPEZ Gabriel : 305, 306

LÓPEZ Juan : 25-27, 90 n.,
141 n., 305, 306, 331

LUXEMBURG Rosa : 43, 64

M

MANFREDONIA Gaetano : 17,
17 n.

MANTECÓN José Ignacio :
274, 274 n.

MARCH Juan : 174, 174 n.

MARX Karl : 61, 196, 207, 285

MAS Valerio : 178

MAURA Miguel : 10 n., 73, 321,
323, 327

MAURÍN Joaquín : 332

MERA Cipriano : 265 n., 327,
331

MINTZ Frank : 9, 9 n., 322, 326

MOLA Emilio : 50, 177 n.

MONTSENY Federica : 25-27,
141 n., 331, **334**

MUSSOLINI Benito : 21, 50 n.

N

NEGRÍN Juan : 11, 120, 121,
126, 128-130, 155, 166,
168-171, 173, 175-177,
179-181, 181 n., 182, 183,
186, 187, 189, 198, 200,
201, 244-246, 254, 274,
274 n., 284, 331, 332

NIN Andrés : 33, 142, 143,
150, 156, 169, 177, 178,
331, 332, **334**

NIXON Richard : 47

NOMBELA Antonio : 48

O

OLTRA Y PICÓ Josep : 156,
202, 204 n., 322, 332

ORTIZ Antonio : 24

OSSORIO Y GALLARDO Ángel :
154

P

PAINE Thomas : 60

PANADÈS José : 309

PEIRATS José : 190, 323

PEIRÓ Juan : 25-27, 60, 128,
141 n., 161-163, 244, 261,
332, **334**

PÉREZ BARÓ Albert : 179, 180

PERÓN Juan : 40

PESTAÑA Ángel : 34, 248, 306,
332

PI Y MARGALL Francisco : 85,
85 n.

PINOCHET Augusto : 40

PIULACHS : 229

PLA Josep : 72, 72 n., 323

PORQUERAS Y FÀBREGAS

Juan : 119, 241

POZAS Sebastián : 177, 185

PRIETO Indalecio : 48, 155,

168, 170, 176, 181 n., 186,

332

PRIM Juan : 46

PRIMO DE RIVERA Miguel :

46, 50 n., 63, 229, 261,

264 n., 332, 333

PRIMO DE RIVERA José

Antonio : 35

R

REDONDO Marcos : 317

REDONDO Patricio : 267

RIEGO Rafael del : 46

ROBUSTER José : 320

ROCKER Rudolf : 43

RÓDENAS Libertad : 228

RODRÍGUEZ VEGA José : 186

ROMANONES comte de : 195,

294, 295, 299, 329

ROSSIF Frédéric : 8

RUBEL Maximilien : 7, 9

RUIZ PONSETI Estanislau :

179, 181, 333

RUSSELL Bertrand : 43

S

SALMERÓN Nicolás : 85 n.

SÁNCHEZ SAORNIL Lucía :

333

SANJURJO José : 50, 50 n., 85

SANZ Ricardo : 24, 327

SARDÀ Rafael : 301, 323

SCHWARZBARD Samuel :

251 n.

SEGUÍ Salvador : 96, 228, 248,

333

SEMPRÚN MAURA Carlos : 10

SERGE Victor : 7, 7 n.

SORIA Georges : 8

SOUVARINE Boris : 251 n.

STALINE Joseph : 52, 166, 167,

173 n., 198

T

TAPIAS : 267

TARRADELLAS José : 141, 142,

168, 245, 329, 333

TITO : 145, 205

TORRÈS Henry : 251, 251 n.

U

URIBE Vicente : 171, 333

V

VÁZQUEZ Mariano : 190

VILAR Pierre : 8

Index thématique

A

ABC : 71
Acció Catalana : 33, 142, 166
Acción Popular : 33
Acción Republicana : 274 n.
Avance Obrero : 227, 228
Avant : 86, 157

B

Banque d'Espagne : 95, 170,
177, 187
bataille de l'Èbre : 166
La Batalla : 150, 178
Bloque Obrero y Campesino
(BOC) : 33, 69

C

Caisse de crédit industriel et commercial : 144, 179-181
Castilla Libre : 299
colonne de Fer : 24
colonne Karl-Marx : 285
Combat : 7, 324
Comité des milices : 85, 93,
94, 137, 140, 142, 168
Commune de Paris : 42, 85 n.
Confederación Española de Derechas Autonomas
(CEDA) : 33, 62 n., 72, 330

Confederación Nacional del Trabajo (CNT) : 8, 9, 14,
15, 15 n., 18, 19, 21, 22, 25,
25 n., 26, 27, 33-35, 49,
49 n., 50 n., 62, 65, 69, 73,
84, 87, 92-96, 98-101, 104,
104 n., 105-107, 110, 116,
117, 119, 120, 136-145,
148, 156, 159-161, 161 n.,
170, 171, 175-180, 184,
188-190, 190 n., 227, 229,
238, 240, 250 n., 252, 253,
255, 257, 260-264, 268,
270, 278, 280, 286, 287,
289, 290, 292, 295-297,
300, 304, 306, 309,
311-313, 319, 322-333

Confédération ibérique des communes autonomes libertaires : 103

Congrès de Sants : 311, 333

Congrès de Saragosse : 49,
100-102, 104, 150

Conseil confédéral de production et de distribution : 103

Conseil de l'économie : 109,
137, 139, 140, 142, 144, 156

Conseil révolutionnaire
d'Aragon : 93
Constitution libérale de
Cadix : 46

E

El Despertar del obrero : 227
Esquerra Republicana : 34,
35, 70, 333
Estat Catalá : 34, 70, 70 n.

F

Federación Anarquista
Ibérica (FAI) : 9, 15, 18 n.,
25, 34, 49, 84, 92, 100, 102,
141, 159, 173, 174, 174 n.,
265 n., 268, 309, 328, 330,
331
Fédération nationale des
paysans : 297
Fomento de Obras y
Construcciones : 233
Frente Rojo : 187
Front : 70, 158
Front de gauche : 70
Front populaire : 8, 21, 34, 35,
46, 48, 51, 70, 71, 73, 74,
96, 97, 100, 107, 135, 332
Front unique du commerce :
106

G

Généralité de Catalogne :
329, 332
Gestapo : 163, 329, 332
Gremio y Entidades de
Pequeños Comerciantes e
Industriales (GEPCI) : 98,
98 n., 165

guerre civile espagnole : 30,
31, 40, 41, 92 n., 167

H

L'Humanité : 172

I

Institut de réformes sociales :
65
Internationale communiste
(Komintern) : 46, 70, 73,
86, 112, 166, 180, 188, 331
Izquierda Comunista de
España : 33

J

Jeunesses communistes
ibériques : 9
Jeunesses libertaires : 9, 102
Journal des Nations : 154

L

Lliga regionalista : 34, 70 n.,
95 n.

M

Mañana : 310
Miralcampo : 293-295,
297-299
Mujeres Libres : 34, 278, 325,
330, 331, 333
Mundo Obrero : 187

N

New Leader : 7
NKVD : 150, 332

O

Ohio Employee Ownership
Center : 208

P

- Parti communiste de France (PCF) : 8
- Partido comunista de España (PCE) : 8, 70, 92, 93, 130, 165-167, 169, 172, 173, 175, 187, 188, 274 n., 284, 333
- Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) : 7-9, 24, 33, 35, 46, 49, 73, 86, 92, 93, 100, 107, 136-142, 142 n., 143, 150, 155-160, 167 n., 172, 174, 177-179, 183, 202, 301, 302, 307, 322, 323, 331, 332
- Partido Sindicalista : 34, 306, 307, 310, 332
- Partido Socialista Obrero Español (PSOE) : 8, 14, 25, 35, 46, 48, 49, 69, 92, 93, 100, 136, 140, 148, 152 n., 155, 181 n., 330
- Partido Socialista Unificado de Cataluña (PSUC) : 35, 86, 92, 98, 116, 137, 139-146, 156, 165, 166, 172, 173, 175, 176, 179, 180, 182, 188, 284, 285, 302, 311, 329, 333
- Peña Blanca : 72, 72 n.
- La Phalange : 35, 49, 72, 332, 333
- Piedras Menaras : 297
- Propresos : 250

R

- Renovación Española : 72 n.

S

- Semaine tragique : 75, 85
- Solidaridad Internacional Antifascista (SIA) : 275
- Solidaridad Obrera* : 161 n., 324, 333
- syndicat catalan du plomb : 203
- syndicat des spectacles publics : 309, 312
- syndicat du bois : 307
- syndicat des employés de la banque de Barcelone : 180
- syndicat des employés de commerce de la CNT : 236
- syndicat de la métallurgie : 307
- syndicat des transports : 239, 296
- syndicats agricoles : 303

T

- Tele/eXpres* : 144

U

- Unió de Rabassaires : 35, 141, 142
- Unión General de Trabajadores (UGT) : 8, 14, 25, 27, 34, 35, 48, 49, 50 n., 69, 74, 92, 93, 100, 107, 110, 116, 121, 136, 137, 139-141, 144, 145, 148, 161, 165, 179, 180, 183, 184, 186, 188, 189, 240, 252, 277, 278, 311, 313, 330
- Unión de Hermanos Proletarios : 70

V

- La Vanguardia* : 181

Table des matières

Avant-propos du traducteur	7
Préface. De la république à la révolution	13
Mise au point (2001)	30
Partis et organisations	33
PREMIÈRE PARTIE : MYTHES ET RÉALITÉS	37
1. La première révolution ouvrière	39
L'obsession de la panacée	39
Une expérience unique	41
Les conditions idéales	47
À contre-courant du monde entier	50
La recherche de l'ordre	52
2. Une aspiration ancienne	55
La moitié de la vie	55
Le seul bien	56
La morale du travail	57
Être les maîtres	59
De la théorie à la pratique	60
Une longue histoire	61
Les occasions manquées	64
Tradition et aspiration	65
3. L'occasion inattendue	69
Une tension insoutenable	69

Le problème du 21 juillet	73
Les petites causes	76
Les solutions possibles	79
Des circonstances exceptionnelles	80
4. L'initiative ouvrière	82
Sans consigne	82
La perspicacité de la base	84
La collectivisation de la rue	87
La collectivisation de la lutte	90
La collectivisation du pouvoir	92
5. L'action syndicale	95
L'abandon des patrons	95
S'ils n'étaient pas partis...	97
La position confédérale	99
L'intervention syndicale	105
La syndicalisation	108
6. Les problèmes internes	112
Les légendes	112
Les hommes d'avant	114
Une organisation improvisée	116
Salaires et marché noir	119
La discipline	123
La guerre	127
Si elles avaient continué d'exister...	129
7. Les problèmes externes	133
L'importance de la procédure	133
Rompre l'isolement	135
Le Conseil de l'économie	137
Le transfert du pouvoir	139
Le décret sur les collectivisations	142

8. Les partisans	149
Tout fonctionne	149
La préparation du prolétariat	151
Les ambigus	154
Les positions intermédiaires	155
Les dilemmes syndicalistes	160
9. Les adversaires	165
Les raisons de l'offensive	165
Les premières escarmouches	168
La campagne communiste	171
Le revirement de la classe moyenne	174
Les étapes du démantèlement	177
La réaction ouvrière	182
L'expérience confédérale	189
10. Les leçons de l'expérience	194
Le double prix	194
Le double chantage	197
La double erreur	199
Une expérience « anormale »	202
Existe-t-il des situations « normales » ?	205
Des cas exceptionnels	207
Les questions en suspens	210
Un capitalisme sans capitalistes ?	215
La porte ouverte	219
SECONDE PARTIE : TÉMOIGNAGES	223
Note de présentation	225
1. Les briquetiers	227
2. Les grands magasins et les mines de potasse	235
3. L'industrie textile	248

4. Les maternités, les écoles et les collectivités d'Aragon	261
5. Une socialisation à Guadalajara	292
6. L'expérience manquée de Raimat	301
7. Les spectacles	304
Bibliographie	321
Livres, tracts & brochures	321
Articles	323
Bibliographie complémentaire	325
Notices biographiques	328
Index des noms de personnes	335
Index thématique	339